

REPUBLIQUE FRANCAISE

---  
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

---  
DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

---  
Bureau de l'Urbanisme  
et du Cadre de Vie  
---

## ARRETE

BR/IK

N° 89694

DU

16 FEVR. 1989

portant

autorisation d'exploiter au titre des installations classées.

---  
LE PREFET DU HAUT-RHIN  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la demande présentée par l'Imprimerie ROTO OFFSET dont le siège social est 6 rue Robert Schuman à RIXHEIM, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une imprimerie en zone industrielle de RIXHEIM ;
- VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT que ces installations constituent un établissement classé soumis à autorisation visé aux n°s 238/1 et 238/3 de la nomenclature des installations classées ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 23 août 1988 au 22 septembre 1988 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 89 512 du 27 décembre 1988 prorogeant le délai d'instruction de la demande jusqu'au 28 mars 1989 ;
- VU les avis du commissaire-enquêteur, du conseil municipal de RIXHEIM et des services techniques ;
- VU les rapports des 10 juin 1988 et 19 décembre 1988 de la direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du 12 janvier 1989 du conseil départemental d'hygiène ;
- SUR proposition du directeur régional de l'industrie et de la recherche,

.../...

## A R R E T E

### TITRE 1er - GENERALITES

#### ARTICLE 1er

La société Imprimerie ROTO OFFSET S.A., dont le siège social est 6 rue Robert Schuman à RIXHEIM, est autorisée à exploiter en Zone Industrielle de RIXHEIM, un atelier d'impression comprenant deux lignes d'impression offset.

Les activités exercées dans l'entreprise sont visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- 238/1° : atelier offset utilisant une rotative avec séchage thermique (autorisation) ;
- 238/3° : atelier de reproduction graphique. La quantité d'encre employée pouvant dépasser 10 kg par heure (déclaration).

#### ARTICLE 2

Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions techniques énumérées dans le présent arrêté.

Elles seront en outre conformes aux plans et descriptifs fournis lors de la demande d'autorisation, sauf pour ce qui concerne les travaux nécessaires pour l'application de l'alinéa précédent.

#### ARTICLE 3 - Déclarations obligatoires

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier descriptif doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout incendie ou explosion,
- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- toute émission anormale de fumées, de gaz irritants, odorants,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau des bruits émis par l'installation, de la teneur des fumées en polluants, de l'état des installations électriques, etc., de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

## TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET NUISANCES

### ARTICLE 4 - Bruit

Les prescriptions de l'arrêté ministériel et de l'instruction technique du 20 août 1985 relatives aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier sont d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et des textes subséquents).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseur, hauts parleurs,...) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'inspection des installations classées pourra demander que des études ou contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

### ARTICLE 5 - Eaux

#### 5.1. Rejets :

5.1.1. Tout rejet dans le milieu naturel est interdit, à l'exception des eaux pluviales qui peuvent être déversées par l'intermédiaire de tranchée drainante ou puits filtrant conformes au règlement sanitaire départemental.

5.1.2. Devront être rejetées dans le réseau d'assainissement :

- les eaux sanitaires
- les eaux de refroidissement du sécheur
- les eaux acides des réceptacles de mouillage des blanchets (environ 50 litres/mois)
- les eaux de rinçage du laboratoire photo (les bains de traitement usés ne seront pas rejetés dans le réseau).

#### 5.2. Prévention des pollutions accidentelles :

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses vers les égouts ou les milieux naturels (rivières,...).

A cet effet, le stockage et le transvasement des liquides présentant des risques pour l'environnement ne pourront être effectués que sur des aires étanches spécia-

lement aménagées de manière à ce que les liquides accidentellement répandus ne puissent se propager dans le milieu récepteur.

Toutes les capacités, tous les réservoirs contenant ou destinés à contenir des liquides inflammables ou des solutions de tels corps, seront disposés de telle façon que tout le liquide éventuellement répandu lors d'une fausse manoeuvre ou d'une rupture de récipient soit intégralement dirigé vers une capacité susceptible d'en assurer la rétention.

Cette capacité aura un volume supérieur ou égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir
- 50 % du total des volumes des réservoirs associés.

Les ateliers seront pourvus de dépôt d'absorbant pour circonscrire tout déversement accidentel de liquide polluant.

### **5.3. Plans :**

L'exploitant tiendra à jour un plan des installations faisant apparaître l'origine et la circulation des eaux de toutes natures.

Ce plan sera tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 6 - Déchets**

**6.1.** D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de façon à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

On distinguera notamment :

- les déchets de papiers seront enlevés par une société en vue d'être recyclés,
- les chiffons de nettoyage seront récupérés par une société de nettoyage, puis restitués à l'entreprise,
- les conteneurs d'encre vides seront récupérés par le fabricant,
- les vieilles plaques d'impression seront ferrailées,
- les boues résultant du développement (labo photo) et les bains de développement usés seront traités dans un centre d'élimination agréé,
- les vieux seaux d'encre vides et les blanchets seront confiés à une entreprise de ramassage.

### TITRE III - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

#### ARTICLE 7

La quantité de solvant employée par l'impression offset nécessitant un séchage thermique est inférieure, à la date du présent arrêté, à 200 kg/mois.

Le Préfet pourra imposer la mise en place d'un équipement d'élimination ou de captage des solvants si cette quantité devait augmenter notablement. Les performances de cette installation seront alors définies par un arrêté complémentaire pris en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977.

#### ARTICLE 8 - Autosurveillance

L'exploitant sera tenu d'établir un état journalier de la consommation d'encre pour chaque type d'impression (avec ou sans séchage thermique).

Ce bilan indiquera également le type d'encre consommé, la proportion de solvant contenue et la quantité de solvant employée.

Un bilan mensuel, sous forme de tableau, sera constitué et adressé chaque mois, avant la fin de la quinzaine du mois N + 1 pour les résultats du mois N à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 9

L'Inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie et de la recherche pourra demander que soit effectué un contrôle des rejets à l'atmosphère :

- la détermination de la teneur en gaz émis en composés organiques volatils sera effectuée par le dosage des hydrocarbures non méthaniques.

Le prélèvement de l'échantillon s'effectuera dans la mesure du possible à l'aide d'une ligne chauffée.

Lorsque l'échantillonnage sera réalisé avec une ligne de prélèvement non chauffée, le dosage des hydrocarbures sera également effectué sur la partie condensée et, dans ce cas, la teneur en hydrocarbures sera la somme des teneurs mesurées dans les parties gazeuses et condensées.

- Le volume des gaz émis sera exprimé dans les conditions normales de température et de pression (0°C, 1 bar), l'eau étant supposée rester sous forme gazeuse.

Les résultats de ces contrôles seront transmis, dès réception, à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

Ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

## TITRE IV - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

### ARTICLE 10

#### 10.1. Installations électriques :

Les installations électriques ainsi que les circuits de fluide sous pression et de vapeurs doivent être conformes aux textes législatifs et réglementaires et aux règles de l'art et doivent être vérifiées régulièrement. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables.

#### 10.2. Matériel électrique de zone à risque d'explosion :

La définition de(s) zone(s) à risque d'explosion s'effectue sous la responsabilité de l'exploitant. Le tracé de cette zone doit figurer sur les plans joints au dossier de demande d'autorisation.

Dans ces zones, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la consommation du matériel utilisé dans lesdites zones.

Tous les câbles doivent être supportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément aux indications données par les certificats d'homologation.

Dans ces zones de sécurité, toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur.

En particulier les dispositions de l'article 3.1. (matériel utilisable en atmosphères explosives) de l'arrêté du 31 mars 1980 sont applicables sur toute la zone limitée par le gabarit hors tout des rotatives et du sécheur thermique.

10.3. Toutes les installations de stockage et de distribution de produits contenant des solvants font l'objet de liaisons équipotentielle et d'une mise à terre conforme aux normes en vigueur.

10.4. Il est interdit de fumer dans tous les ateliers en dehors des zones spécialement réservées à cet effet.

### ARTICLE 11

La ventilation des installations où sont utilisés des solvants sera suffisante pour que la concentration en vapeur inflammable ne dépasse pas la moitié de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E.), sans préjudice des dispositions du Code du travail.

### ARTICLE 12

12.1. L'établissement dispose en 2 angles de la limite de propriété d'une bouche à incendie normalisée de Ø 100 mm.

## **12.2. Moyens de lutte :**

Les moyens de lutte de première intervention sont constitués :

- de 2 extincteurs de 9 kg (poudre polyvalente et CO2)
- d'un réseau de robinets d'incendie armés

dans l'atelier d'impression ainsi que dans le hall de stockage.

## **ARTICLE 13 - Conception des bâtiments - accès**

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours.

Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficultés.

## **ARTICLE 14 - Consignes**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel concerné et affichées.

Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention entraînées.

Article 15 - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 16 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 17 - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 18 - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le préfet du Haut-Rhin dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 19 - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 20 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 21 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 22 - Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'Industrie et de la recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation,  
pour le préfet et par délégation,  
le chef de bureau

P. PAULET

Fait à COLMAR, le 16 FEV. 1989

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : Bertrand LABARTHE